

M. Jarvis (Willowdale): Monsieur l'Orateur, cette question comporte de multiples aspects et je voudrais revenir à la marotte des libéraux, soit à la hausse de 18 cents de la taxe d'accise sur l'essence.

Mardi soir, le ministre des Finances a cité le prix du pétrole en convertissant les chiffres de 1954 en dollars de 1979. Je voudrais poser le problème d'une manière légèrement différente. Je voudrais faire remarquer une chose aux députés de la Chambre et aux Canadiens, en prenant comme point de comparaison un dollar constant. Prenons, par exemple, le dollar de 1971, faisons la part de l'inflation et voyons ce que nous pouvons acheter. Prenons ensuite le dollar de 1971 et reportons-nous à 1949, puis à 1979; nous aurons ainsi la courbe exacte de l'évolution du prix du gallon d'essence.

En prenant toujours comme référence le dollar de 1971, on s'aperçoit qu'en septembre 1949 l'essence se vendait 68c. le gallon au pays et qu'en septembre 1979, elle se vendait 58c. le gallon. Le prix avait donc baissé de 10c. A ma connaissance, l'essence est le seul produit dont le prix ait baissé.

Si l'on ajoute maintenant à ces 58c. les 18c. d'augmentation, on arrive à un total de 76c. le gallon, ce qui est le prix le plus bas dans le monde industrialisé, et de loin. Les Américains envisagent de fixer le prix de l'essence à plus de \$2.10 le gallon à compter du 1^{er} janvier; je parle de dollars canadiens et de gallons impériaux. Et pourtant, les libéraux se plaignent encore d'une hausse de 18c.

Les Canadiens savent que le gouvernement actuel a hérité d'un énorme déficit, de dépenses excessives et de dettes qui doivent être contractées à l'étranger et remboursées. Mais ils comprennent que nous avons tous le devoir de relever le défi des années 80 et de devenir autosuffisants.

● (1550)

Je suis fier que ce budget ait été adopté par mon parti. Je peux dire, sans avoir peur de me tromper, que la population de Willowdale l'a accepté. J'en ai reçu des échos. J'ai lu les journaux. Je crois que mes amis de l'autre côté aimeraient beaucoup renverser le gouvernement ce soir. Si c'est ce qu'ils ont l'intention de faire, alors qu'ils le fassent. Mais je tiens à leur dire qu'après avoir pris connaissance du budget, la population de Willowdale est disposée à nous réélire.

[Français]

M. Fabien Roy (Beauce): Monsieur l'Orateur, nous avons à examiner le budget que le ministre des Finances a déposé à la Chambre mardi soir. Il est bien entendu que nous devons en faire une analyse objective, puisque les décisions que nous aurons eues à prendre au cours des prochaines heures, au cours des prochains jours, peuvent être déterminantes à bien des égards. Monsieur le président, lorsqu'on a à examiner un budget au niveau gouvernemental, c'est un peu comme lorsqu'on a à examiner le budget d'une entreprise.

Il est assez difficile d'analyser un budget de façon objective, si on n'a pas le bilan complet de la situation. En ce qui me concerne, j'ai encore beaucoup de choses à apprendre, mais je

Budget—M. F. Roy

n'ai pas vu souvent les directeurs, les membres de conseils d'administration d'une entreprise examiner le budget de l'entreprise sans avoir le bilan complet, parce que le bilan peut indiquer où on en est, et par une comparaison des bilans antérieurs, on peut voir justement où nous en étions, de façon à examiner le chemin parcouru. Ce chemin parcouru peut nous indiquer si nous sommes dans la bonne direction. Ce n'est qu'à ce moment-là et pas autrement, qu'on peut analyser complètement, objectivement un budget d'une entreprise. Alors je constate qu'ici, au Parlement canadien, il y a une grande lacune. On ne nous présente pas le bilan de l'état général de la situation du pays. On fait une brève analyse, plus politique qu'autrement, au lieu de nous donner justement ces grandes indications, ce grand bilan, pour nous expliquer clairement où nous en sommes, de façon à pouvoir déterminer, en toute objectivité, quelles sont les décisions que nous devons prendre et de quelle façon nous devons corriger la situation afin que le Canada soit en mesure de faire face aux défis de l'avenir.

Or pour être capable de bien juger un budget, il faut examiner l'état de l'économie. Le bilan est passablement absent. L'ancien gouvernement ne s'en est pas préoccupé beaucoup non plus. Il faut examiner le pays et les régions pour être en mesure de déterminer où sont les déséquilibres. Il faut examiner évidemment les conjonctures mondiale et internationale, parce que nous avons des partenaires, non seulement sur le plan des nations mais également des partenaires commerciaux. Il faut examiner aussi l'état des finances gouvernementales. Je peux dire, monsieur l'Orateur, que l'état des finances gouvernementales n'a rien de réjouissant, mais je n'ai pas le temps de faire l'analyse de toutes les décisions qui ont été prises dans le passé, lesquelles ont entraîné les finances du pays dans l'état dans lequel elles se trouvent.

Qu'il suffise de nous souvenir d'une réalité historique. Je dis bien une réalité historique. Au cours des 60 dernières années le pays a été gouverné pendant 50 ans—je dis bien 50 ans—par les libéraux.

Des voix: Bravo! Bravo!

M. Roy (Beauce): Je vois des gens qui crient «bravo» de l'autre côté, et j'ai cru reconnaître qu'il s'agit des libéraux. Monsieur l'Orateur, ce n'est pas étonnant parce qu'ils viennent de démontrer leurs connaissances et leur compétence, mais leur absence totale de compréhension de la réalité dans laquelle nous vivons.

Monsieur l'Orateur, il faut ensuite dresser les grandes lignes. Il faut un programme d'avenir. Il faut de grandes orientations. Il faut des plans d'ensemble. Ils pensent seulement à voter et à faire de la petite politique. Monsieur l'Orateur, voudriez-vous les rappeler à l'ordre? Je ne pense pas depuis que je siége à la Chambre, avoir interrompu un collègue. Je constate que ce sont encore les mêmes qui n'ont jamais le courage de prendre la parole à la Chambre pour prendre les intérêts de leurs électeurs, qui passent leur temps à m'interrompre lorsque je commence à parler.